

La peur du déclassement

Dans la même collection

Derniers titres parus

- Suzanne BERGER
Notre première mondialisation (2003)
- Robert CASTEL
L'Insécurité sociale (2003)
- Bruno TERTRAIS
La Guerre sans fin (2004)
- Thierry PECH, Marc-Olivier PADIS
Les Multinationales du cœur (2004)
- Pascal LAMY
La Démocratie-monde (2004)
- Philippe ASKENAZY
Les Désordres du travail (2004)
- François DUBET
L'École des chances (2004)
- Éric MAURIN
Le Ghetto français (2004)
- Julie ALLARD, Antoine GARAPON
Les Juges dans la mondialisation (2005)
- François DUPUY
La Fatigue des élites (2005)
- Patrick WEIL
La République et sa diversité (2005)
- Jean PEYRELEVADE
Le Capitalisme total (2005)
- Patrick HAENNI
L'Islam de marché (2005)
- Marie DURU-BELLAT
L'Inflation scolaire (2006)
- Jean-Louis MISSIKA
La Fin de la télévision (2006)
- Daniel COHEN
Trois Leçons sur la société post-industrielle (2006)
- Louis CHAUVEL
Les Classes moyennes à la dérive (2006)
- François HÉRAN
Le Temps des immigrés (2007)
- Dominique MÉDA, Hélène PÉRIVIER
Le Deuxième Âge de l'émancipation (2007)
- Thomas PHILIPPON
Le Capitalisme d'héritiers (2007)
- Youssef COURBAGE, Emmanuel TODD
Le Rendez-vous des civilisations (2007)
- Robert CASTEL
La Discrimination négative (2007)
- Laurent DAVEZIES
La République et ses territoires (2008)
- Gøsta ESPING-ANDERSEN
(avec Bruno Palier)
Trois Leçons sur l'État-providence (2008)
- Loïc BLONDIAUX
Le Nouvel Esprit de la démocratie (2008)
- Jean-Paul FITOUSSI, Éloi LAURENT
La Nouvelle Écologie politique (2008)
- Christian BAUDELLOT, Roger ESTABLET
L'Élitisme républicain (2009)

Éric Maurin

La peur du déclassement

Une sociologie des récessions

LA REPUBLIQUE DES IDEES 

Seuil 

Collection dirigée par
Pierre Rosanvallon
et Ivan Jablonka

ISBN 978-2-02-150391-3

© Éditions du Seuil et La République des Idées, octobre 2009

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editionsduseuil.fr
www.repid.com

Introduction

Déclassement : le mot est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Il désigne un phénomène de rupture qui conduit un individu à perdre sa position sociale. Plus de 300 000 salariés, hier encore protégés par un contrat à durée indéterminée, ont été licenciés au cours de l'année 2009 et sont aujourd'hui au chômage, sans autre perspective que de longs mois d'incertitude financière et psychologique. Un nombre tout aussi important de jeunes viennent de sortir du système scolaire avec un diplôme en poche, mais ils sont déjà, eux aussi, au chômage. Ils n'ont guère d'autre horizon qu'une succession de petits boulots sans rapport avec les qualifications acquises au cours de leurs études. Aujourd'hui omniprésente, la notion de déclassement traduit donc une réalité pressante et sensible, dont de nombreux travaux ont tenté récemment de prendre la mesure. Mais elle doit être distinguée d'un autre phénomène, encore plus décisif : la peur du déclassement.

Cette angoisse sourde, qui taraude un nombre croissant de Français, repose sur la conviction que personne n'est « à l'abri », qu'une épée de Damoclès pèse sur les salariés et leurs familles, que tout un chacun risque à tout moment de perdre son emploi, son salaire, ses prérogatives, en un mot son statut. La peur du déclassement ne règne pas tant aux marges de la société qu'en son cœur.

Elle assiège les ouvriers, les employés, les travailleurs précaires, mais, plus encore, les classes moyennes et supérieures, celles qui bénéficient des meilleurs statuts et des protections les plus efficaces et qui ont donc beaucoup à perdre. Elle commande la perception de soi, les formes de la confiance, les attentes, la représentation que l'on se fait de l'avenir.

Le déclassement et la peur du déclassement : les deux phénomènes ne sont ni de même nature, ni de même ampleur, et il est essentiel de ne pas les confondre si l'on veut comprendre les problèmes dont souffre aujourd'hui la société française. Un exemple suffira à montrer tout ce qui les distingue. En 2007, l'INSEE recensait 14 600 sans-abri ; si l'on retient le chiffre de 100 000 personnes, avancé par les associations d'aide aux SDF, on peut calculer que 0,16 % de la population vit dans la rue. Or, d'après un sondage réalisé en 2006, 48 % des Français pensent qu'ils pourraient un jour devenir SDF ; deux ans plus tard, avec la récession, cette peur s'est encore accrue, 60 % des personnes s'estimant désormais menacées.

Si le déclassement est un fait que l'on peut mesurer statistiquement et qui touche d'abord les populations fragiles, la peur du déclassement est d'un autre ordre : elle est un phénomène global et diffus qui, en gouvernant l'imaginaire des individus et des groupes, commande de très nombreux comportements et mouvements sociaux. Elle n'a rien d'une idéologie abstraite ; au contraire, elle repose sur un ensemble de faits bien réels, mais elle en extrapole le sens et en redouble l'ampleur. Elle est une variable-clé pour rendre compte du fonctionnement de la politique, de l'économie et de la société françaises. Ce livre propose d'en analyser le contenu et les puissants effets.

Avant de comprendre pourquoi cette angoisse est devenue aussi répandue, il faut prendre la mesure du drame personnel et familial que constitue le déclassement dans la France d'aujourd'hui, tout particulièrement quand il frappe des salariés au beau milieu de leur carrière. Dans un rapport remis en juillet 2009 à la secrétaire

d'État à la prospective, les chercheurs du Centre d'analyse stratégique ont bien mis en lumière la complexité du phénomène. Être licencié, en France, c'est d'abord subir une période de chômage parmi les plus longues des pays développés ; c'est ensuite être condamné à ne retrouver que des formes précaires et dégradées d'emploi, sans rapport avec le statut initialement perdu ; et il va sans dire qu'une telle relégation est lourde de conséquences financières et psychologiques. Ainsi entendu, le déclassement frappe en priorité les ouvriers et les employés, notamment dans les PME ; mais il touche de plus en plus les cadres du privé, dont les statuts, naguère si solides, se sont fragilisés à mesure que leurs emplois se banalisaient. Les fonctionnaires restent à l'abri de ces formes radicales de déclassement, mais ils ne sont pas protégés contre les remises en cause rampantes de leurs avantages statutaires (en termes de retraite par exemple), ni contre la progressive détérioration de leurs conditions de travail, aggravée par les départs à la retraite non renouvelés et les baisses d'effectifs.

Qu'elles travaillent dans le public ou le privé, qu'elles soient salariées ou indépendantes, les familles sont menacées par une autre forme de déclassement : celle qui survient lorsque les enfants ne parviennent pas à se faire une place sur le marché du travail et dans la société. Ce risque n'est nulle part aussi élevé qu'en France et nulle part réparti de façon aussi inégalitaire entre ceux qui ont un diplôme et ceux qui n'en ont pas : en 2008, parmi les jeunes sortis de l'école depuis moins de 5 ans, 47 % des non-diplômés étaient au chômage contre à peine 7 % des diplômés du supérieur, soit un écart de 40 points encore jamais atteint par le passé. Échouer à l'école n'a jamais été aussi disqualifiant.

Il y a donc une réalité du déclassement, et celle-ci est terrible : elle affecte l'équilibre des individus et des familles tout en minant les fondements du pacte social. Et pourtant, l'immense majorité des Français reste à l'abri d'un déclassement effectif. Si le déclassement est au cœur des préoccupations d'un si grand nombre de personnes, ce n'est pas parce qu'elles ou leurs proches

l'ont subi ; c'est parce que son coût potentiel n'a jamais été aussi important. Ce que l'on pourrait perdre est tellement fondamental, constitue à tel point le socle de tout notre être social, que ce seul risque suffit à nourrir une anxiété d'ordre existentiel. Les pays où les pertes d'emploi suscitent la plus grande peur sont paradoxalement ceux où les emplois sont les mieux protégés et les statuts les plus difficiles à perdre : la probabilité de retrouver un emploi protégé y étant mécaniquement plus faible, ce qui se perd est beaucoup plus précieux qu'ailleurs. Plus les murailles qui protègent les statuts sont hautes, plus la chute risque d'être mortelle – peu importe qu'elle soit improbable.

La notion française de déclassement n'a guère d'équivalent aujourd'hui dans les pays anglo-saxons et scandinaves. Elle est symptomatique de notre vieille société inégalitaire et hiérarchique, encore aristocratique à de nombreux égards, où rangs et dignités s'accordent pour la vie et ont vocation à rester dans la famille. La transmission héréditaire des offices a disparu avec la Révolution, mais la dignité sociale n'en reste pas moins attachée à la conquête et à la conservation d'un statut. La peur du déclassement est la passion des sociétés à statut prises dans les vents de la démocratisation, lorsque rangs et dignités cessent d'être protégés par l'hérédité, mais doivent être remis en jeu à chaque génération. C'est la raison pour laquelle la diffusion extraordinaire de cette peur trouve son point d'origine dans les attitudes des nantis et des plus protégés. Ce qui se développe en premier lieu aujourd'hui n'est pas le déclassement effectif des classes populaires, mais la peur du déclassement au sein des classes moyennes et supérieures, avec tout ce que cela implique de comportements séparatistes en matière résidentielle et scolaire.

La crise économique actuelle, comme celles de 1974 et de 1993, porte cette inquiétude à son paroxysme. Lorsqu'elles frappent une société à statut comme la nôtre, les récessions ont pour premier effet d'accroître les inégalités entre les personnes ayant une certaine ancienneté dans l'emploi et les personnes qui se

trouvent encore à la périphérie du marché du travail, notamment ces nouveaux venus que sont les jeunes. Les files d'attente aux portes des entreprises s'allongent, la durée du chômage s'accroît et le fossé se creuse vertigineusement entre les personnes déjà protégées et les autres. L'espace social se polarise et la valeur de ce qui pourrait se perdre en cas de licenciement ou d'échec scolaire augmente dans des proportions inédites. En augmentant subitement les enjeux, les récessions créent un choc psychologique dont l'onde se propage bien au-delà de la petite minorité qu'atteint effectivement le déclassement. Devant l'ampleur de ce que coûterait un échec scolaire ou un déclassement social, chacun mobilise toutes les ressources à sa disposition pour en éloigner le spectre ce qui attise la concurrence dans les écoles, sur le marché résidentiel et dans les entreprises. Il n'est pas étonnant, dès lors, que ces tensions aient aussi des répercussions dans le domaine social et politique : défense acharnée du statut, attirance pour les syndicats les plus protecteurs, prégnance des idéologies antilibérales, tentation du protectionnisme, méfiance vis-à-vis de l'Europe. Ce qui explique le développement de ces sensibilités, ce n'est pas le déclassement effectivement subi ; c'est le raidissement devant la perspective ou même la possibilité du déclassement.

Les découvertes scientifiques, les progrès techniques, la croissance économique sont des facteurs de changement social ; mais les périodes de stagnation jouent aussi un rôle primordial dans l'élaboration des sociétés. Quand elles surviennent, les récessions ont pour conséquence première d'augmenter la polarisation sociale et le coût que représente la perte d'un statut protégé. Cet effet *social* entraîne la diffusion, dans toute la société, d'une peur du déclassement (effet *psychologique*), laquelle déclenche à son tour un ensemble de décisions et de comportements qui remodelent de fond en comble le paysage idéologique (effet *politique*), même longtemps après que la récession a pris fin. Ici résident ses effets les plus durables. L'expérience universellement partagée n'est donc pas celle du déclassement (qui ne survient qu'au prix d'une

destruction de la société, comme dans l'Allemagne des années 1920), mais celle de la peur du déclassement. Les comportements sociaux et politiques sont parfois motivés par le ressentiment de ceux qui ont tout perdu, mais, bien plus souvent, ils sont alimentés par l'anxiété de ceux dont le statut pourrait être menacé, ne serait-ce que de façon indirecte et lointaine.

Pour étudier ce phénomène, observable lors des grandes crises que la France a traversées (par exemple en 1974 et en 1993), il faut esquisser une sociologie des récessions, qui ne peut se déployer que sur le long terme et dans un triple registre social, psychologique et politique. Pour ce faire, je me suis appuyé sur l'*Enquête emploi* de l'INSEE, qui couvre la période 1975-2008 et livre des informations capitales sur le rôle respectif de l'origine sociale et des diplômes au moment de l'insertion sur le marché du travail. On voit alors à quel point les récessions influencent les comportements et infléchissent les attentes, tout particulièrement au sein des générations qui les ont subies au moment d'entrer sur le marché du travail ; en un mot, à quel point les récessions, en raison de leur caractère profondément anxiogène, façonnent les sociétés en accentuant leur propension au pessimisme et au conservatisme social. Mon hypothèse est que ce scénario est en train de se reproduire avec la crise que nous traversons – et ceci n'est pas de bon augure.

Essor d'un syndicalisme de résistance	43
Le rejet de l'Europe et du réformisme libéral	46
Anatomie du « non » au traité constitutionnel	48
Chapitre III	
La valeur des diplômes en question	52
Diplômes et risque de chômage.	55
Diplômes et précarité	59
Diplômes et accès au statut de cadre	62
Les mécomptes de la fluidité sociale	65
Origine sociale et accès aux emplois qualifiés.	69
Chapitre IV	
Les enjeux de la récession actuelle.	74
Protéger les protégés ?	75
Protection des emplois et polarisation sociale.	77
Réformer la protection de l'emploi	80
La polarisation sociale et l'anxiété des salariés protégés	84
Réduire les inégalités de statut	86
Conclusion	89